

# Plan de vigilance d'ArcelorMittal en France

Juillet 2018

## Introduction

Le 27 mars 2017, la France a adopté la version finale et modifiée de la loi n° 2017-399 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre. Cette loi impose aux grandes sociétés d'adopter des mesures spécifiques et propres à identifier et à prévenir les atteintes graves envers les droits de l'Homme et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes et l'environnement qui pourraient résulter des activités de l'entreprise et de ses filiales ainsi que des activités des sous-traitants et fournisseurs avec lesquels est entretenue une relation commerciale établie.

Ces sujets constituent une préoccupation importante pour ArcelorMittal et le groupe a, depuis de nombreuses années, mis en place des politiques et des systèmes de gestion visant à respecter les droits de l'homme, la santé et la sécurité des personnes et l'environnement.

Dans la continuité des actions menées et afin de se conformer à la nouvelle loi française, ArcelorMittal en France a initié dans un premier temps le recensement des procédures d'analyses des risques, d'évaluation de ses sites, filiales, fournisseurs et sous-traitants, des mesures d'atténuation et de prévention et des dispositifs de suivi existants, ceci afin d'élaborer son premier plan de vigilance basé sur les mesures déjà en place.

Ce plan de vigilance a été établi par la coordination RSE d'ArcelorMittal en France avec le soutien de la direction des Ressources humaines, de la direction de l'Environnement, de la fonction Santé et Sécurité, de la direction de la Compliance achats, de la direction juridique, ainsi qu'avec la participation d'experts externes. Il a été présenté aux dirigeants de chaque filiale française.

Le plan de vigilance est porté par la société mère ArcelorMittal en France, elle-même titulaire de l'obligation juridique, et pour l'ensemble de ses sites et filiales français. Les risques à identifier et à maîtriser sont par nature très liés au contexte opérationnel. Ainsi, le plan de vigilance et les processus qu'il prévoit sont ici présentés au niveau France et font l'objet de déclinaison par filiales afin de prendre en compte les spécificités des activités et des processus.

La démarche de vigilance d'ArcelorMittal en France et les dispositifs mis en œuvre sont en cours de déploiement et d'évolution continus.

## La vigilance envers les droits humains et les libertés fondamentales

ArcelorMittal a rédigé sa première politique des droits de l'Homme en 2010 et l'a mise à jour en mai 2017. Les principes qui en ressortent sont issus des documents de référence clés en la matière (Charte internationale des droits de l'homme, Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et Pacte mondial des Nations Unies). Ainsi, le groupe s'est focalisé sur des domaines tels que l'élimination de la discrimination illégale sur le lieu de travail, le respect des conditions de

travail, la promotion de la liberté d'association. Cette politique vient compléter celle du groupe sur les ressources humaines et sur le code d'éthique professionnelle existants.

Afin de mettre en œuvre cette politique, le personnel doit suivre une formation relative aux droits de l'homme tous les trois ans.

Outre cette formation et les communications réalisées sur ce thème, le respect des droits humains et des libertés fondamentales est assuré par l'ensemble des procédures et mesures mises en place par les directions des Ressources humaines et de la Santé et sécurité sur les sites. La législation française impose également des contrôles réguliers des procédures en place.

Les directions des Ressources humaines suivent régulièrement des tableaux de bord dont le bilan social fait partie et qui comprennent des indicateurs tels que le bilan des accords collectifs, la répartition des effectifs par âge, l'organisation du temps de travail, etc. Ce dispositif de suivi permet à ArcelorMittal en France d'évaluer le respect des divers enjeux liés aux droits de l'homme et de traiter ces sujets lors de comités spécifiques.

## La vigilance envers la santé et la sécurité

ArcelorMittal a l'ambition d'atteindre l'objectif de zéro accident, dommage corporel et maladie professionnelle. De la même façon, ArcelorMittal a la volonté d'assurer le bien-être de ses collaborateurs sur leurs lieux de travail. Ces missions sont prises en compte dans le cadre de la politique de santé et de sécurité du groupe et des procédures par l'intermédiaire desquelles ArcelorMittal s'attache à promouvoir une filière d'acier sûr et durable. Cette politique concerne aussi bien les employés et les intérimaires que les sous-traitants travaillant sur les sites d'ArcelorMittal en France. Pour tous, annuellement, fin avril, la Journée mondiale Santé-Sécurité est l'occasion de renforcer la communication et les actions à tous les niveaux des sociétés dans ce domaine. C'est l'opportunité pour mettre en avant les réussites Santé et Sécurité du personnel et des entreprises extérieures en leur permettant de promouvoir leurs actions. C'est dans ce cadre qu'ArcelorMittal Méditerranée remet des trophées visant à valoriser les meilleurs comportements et actions.

Le code d'éthique professionnelle d'ArcelorMittal, ainsi que la politique des droits de l'homme, rappellent également l'engagement du groupe de s'assurer d'un environnement de travail sûr.

Les entités industrielles en France identifient et évaluent les risques santé et sécurité au poste de travail relatifs à leurs activités et à leurs sites. Ils sont cartographiés<sup>1</sup> dans le cadre du Document Unique (EvRP : évaluation des risques professionnels) que chaque site élabore. La politique de santé et de sécurité du groupe formalise les principes et les actions de prévention, atténuation et gestion des risques ; les filiales déclinent la dite politique en fonction des risques identifiés et à maîtriser. C'est ainsi, à titre d'exemple, qu'ArcelorMittal Atlantique et Lorraine et ArcelorMittal Méditerranée ont formalisé les risques liés aux chutes de hauteur, aux co-activités engins/piétons, aux risques gaz, aux consignations ou encore aux risques chimiques. Sur la base des risques identifiés, les entités ont rédigé leur propre politique et leur plan de progrès régulièrement révisé.

---

<sup>1</sup> Méthode d'ArcelorMittal Atlantique et Lorraine faisant appel à la gravité, l'occurrence et la détection/protection selon quatre niveaux

Pour prévenir les risques santé et sécurité, des règles d'or et des standards de prévention des accidents ont, entre autres, été définis et des formations sont obligatoires tant pour les employés que pour les sous-traitants travaillant sur les sites en fonction de leurs métiers. En cas d'accident grave, une analyse des causes est systématiquement réalisée pour éviter sa récurrence. Les presque accidents à potentiel de gravité élevé sont également traités en profondeur. Les sites industriels d'ArcelorMittal en Métropole sont certifiés OHSAS 18001, garantissant un système de management de la santé et de la sécurité au travail sur les sites.

Le groupe organise régulièrement des audits à l'échelle des principaux sites industriels afin de s'assurer du déploiement des standards de prévention des accidents. Des plans d'actions sont alors élaborés et permettent ainsi de répondre aux pistes de progrès retenues. Les sites réalisent aussi périodiquement leur propre auto-évaluation.

Au-delà des formations sécurité concernant la prévention des risques au poste de travail, et toujours dans le but d'éradiquer les accidents graves, le groupe ArcelorMittal a lancé depuis fin 2015 un vaste programme de formation, intitulé « Take Care », d'une vingtaine de jours qui s'étale sur plusieurs années. Nombre de sociétés ont achevé la première phase de cinq jours pour les opérationnels en 2018. Cette première phase vise à faire évoluer le comportement individuel vis-à-vis de la détection des risques.

La seconde phase, qui sera lancée dans les prochains mois, s'attachera à l'impact du collectif vis-à-vis de la sécurité afin d'aller plus loin dans l'appropriation des bons comportements et des règles. ArcelorMittal Atlantique et Lorraine ainsi qu'ArcelorMittal Méditerranée visent à développer le leadership Sécurité des Managers. L'objectif premier est de renforcer la culture Sécurité.

Certaines entités comme ArcelorMittal Atlantique et Lorraine ont développé un plan Santé (prévention des addictions, prévention des risques psychosociaux et promotion du bien-être au travail, troubles du sommeil, etc.), piloté par le médecin coordinateur des services Santé au travail, rattaché au directeur des Ressources humaines de la société. Ce plan est déployé dans les différentes usines et revu à intervalles réguliers. Il s'appuie également sur les campagnes de santé publique et la prévention des maladies chroniques. ArcelorMittal Méditerranée travaille également sur la prévention des risques liés à la consommation de tabac ainsi que le suivi des indicateurs biologiques d'exposition.

Les objectifs et les progrès en matière de santé et de sécurité sont suivis au moyen d'indicateurs clés tels que le taux de fréquence, le taux de gravité, le suivi des formations, etc. Ces indicateurs de performance et de suivi sont reportés à minima mensuellement par les sites et remontés aux comités sécurité à différents niveaux de l'entreprise.

Des démarches pour améliorer plus avant la santé et la sécurité sont développées dans le cadre du Challenge GESiM (Groupement des entreprises sidérurgiques et métallurgiques) en France et partagées annuellement avec nombre de sociétés françaises et européennes.

## La vigilance envers l'environnement

La protection de l'environnement est au cœur de la stratégie d'ArcelorMittal qui s'attache à promouvoir un acier durable. L'excellence environnementale de l'acier est sous-tendue par la mise en œuvre des principes décrits dans la politique environnementale du groupe et dans la politique Énergie. La sensibilisation des fournisseurs et des sous-traitants au respect de la politique environnementale est également un principe clé du groupe.

Pour ArcelorMittal, les enjeux liés à la protection de l'environnement concernent en particulier :

- la préservation de l'eau, de l'air, des sols
- le recyclage de déchets
- l'utilisation efficace des ressources naturelles
- la réduction de son empreinte carbone.

Chaque site industriel significatif d'ArcelorMittal en France est certifié ISO 14001 et a procédé à une analyse spécifique de ses propres risques environnementaux. Celle-ci a conduit au suivi des paramètres et indicateurs clés avec une gouvernance associée et à des plans d'actions. Ces derniers peuvent prendre la forme de :

- campagnes d'analyse des impacts incluant la caractérisation de leur provenance
- révision des modes opératoires de fonctionnement
- maintenance des installations
- investissements

pour prévenir ou réduire l'impact environnemental.

Parallèlement, ArcelorMittal en France répond aux enjeux énergétiques à travers la mise en place de systèmes de gestion de l'énergie. Ainsi, l'ensemble des sites d'ArcelorMittal Atlantique et Lorraine et d'ArcelorMittal Méditerranée est certifié ISO 50001, ainsi que plusieurs sites d'ArcelorMittal Construction et ArcelorMittal Gandrange.

La gestion de l'impact environnemental sur les sites industriels est assurée par des correspondants environnement locaux et une gouvernance au travers de comités environnementaux. Durant ces comités, la performance environnementale de chaque entité industrielle est évaluée au travers d'indicateurs, comme par exemple l'indice de performance environnementale global (IPEG) pour les sites majeurs. Cet indicateur permet de mesurer annuellement, de façon combinée, les rejets dans l'air, l'eau et les déchets générés par tonne produite. Il existe aussi des tableaux de bord de mesure de l'impact environnemental adaptés à chaque site industriel.

Chez ArcelorMittal Atlantique et Lorraine, et particulièrement sur le site de Dunkerque, des réunions d'échanges avec les riverains sont organisées semestriellement afin d'écouter leurs problématiques ou d'échanger des informations relatives au site. Une ligne verte (mail et téléphone) a également été mise en place pour recevoir et répondre aux éventuelles plaintes des riverains.

De la même façon, ArcelorMittal Méditerranée organise annuellement des comités locaux avec les riverains et les autorités.

En parallèle, pour anticiper les problématiques futures ou les réglementations à venir, ArcelorMittal travaille sur des sujets tels que le CO<sub>2</sub> et des plans d'efficacité énergétique pour réduire son empreinte environnementale.

## La vigilance auprès des fournisseurs et sous-traitants

L'entreprise ArcelorMittal a formalisé depuis près de dix ans ses engagements auprès de ses fournisseurs et sous-traitants via son Code pour un approvisionnement responsable. Celui-ci est applicable à tous les fournisseurs et sous-traitants d'ArcelorMittal, leurs filiales

ainsi que tous les produits et services achetés et utilisés dans leurs fabrications. L'entreprise leur demande de se conformer aux principes de santé et sécurité, de droits de l'homme et des normes éthiques et environnementales présentés dans ses différentes politiques, lesquels sont considérés comme un seuil préalable fondamental. Elle encourage ses fournisseurs et sous-traitants à travailler en commun au développement de la performance de son programme d'approvisionnement responsable.

ArcelorMittal demande notamment à ses fournisseurs :

- d'éliminer les accidents corporels concernant leur personnel ou communauté de travail et de respecter les normes de la politique de santé et de sécurité d'ArcelorMittal
- de développer et de mettre en œuvre des politiques et des procédures visant à assurer le respect de la totalité des droits de l'homme dans leurs activités ainsi que dans celles de leurs fournisseurs
- de mettre en œuvre des politiques, processus et procédures de gestion efficaces concernant leur impact environnemental et de mener leurs activités de manière à respecter les normes de la politique environnementale d'ArcelorMittal.

Les conditions générales d'achats d'ArcelorMittal propres à certaines entités viennent renforcer les obligations des fournisseurs en disposant que le fournisseur doit avoir pris connaissance et s'engage à appliquer les règles d'ArcelorMittal concernant la santé et la sécurité, le code d'éthique professionnelle, les procédures anti-corruption, la politique des droits de l'homme et le Code d'approvisionnement responsable.

En complément, et afin de soutenir les acheteurs et les fournisseurs dans cette démarche d'achats responsables, le groupe a développé un Guide sur l'approvisionnement responsable qui décrit les responsabilités des deux parties à cet égard.

En vue d'évaluer les fournisseurs sur ces aspects de respect des droits humains, de santé et sécurité et d'environnement, ArcelorMittal interagit avec ses fournisseurs et sous-traitants en se basant sur une approche par les risques via des auto-évaluations ou encore des revues documentaires (*due diligence*). En 2016, 387 fournisseurs avaient déjà été évalués au regard des achats responsables et 357 fournisseurs l'ont été en 2017 sur des aspects éthiques, santé-sécurité, environnementaux. Les évaluations donnent lieu à des plans de progrès qui sont suivis quant à leur réalisation.

## Conclusion

ArcelorMittal en France a déployé depuis de nombreuses années des politiques droits de l'homme, santé et sécurité ainsi qu'environnement mises en place par le groupe. Il en est de même pour le Code pour un approvisionnement responsable en lien avec nos fournisseurs et sous-traitants.

Nous disposons d'ores et déjà d'analyses de risques, d'indicateurs, de plans d'actions et, dans certains domaines, de mécanismes de remontées d'alerte et de recueil de signalement en cohérence avec les démarches globales du groupe ArcelorMittal. La coordination RSE va enrichir les dispositifs déjà opérationnels pour faire évoluer le plan de vigilance dans une logique d'amélioration continue.